

## EN DIRECT DE LA COLLINE PARLEMENTAIRE



### Visites officielles à Ottawa

■ Au printemps dernier, en l'espace de quelques semaines, Ottawa a reçu trois hommes d'État éminents. Elle a d'abord accueilli le secrétaire général des Nations-Unies, M. Javier Pérez de Cuéllar, le 29 mai; puis, les 29 et 30 mai, ce fut le tour du président de l'Union soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev (la première visite d'un dirigeant soviétique depuis 1971); et enfin, au mois de juin, du militant noir sud-africain et vice-président du Congrès national africain, M. Nelson Mandela, qui, le 18 juin, a pris la parole devant les deux chambres du Parlement, événement extrêmement inhabituel pour une personne autre qu'un chef de gouvernement.

### Le Moyen-Orient

■ Avant les deux premières visites susmentionnées, le ministre des Affaires extérieures, M. Joe Clark, avait confirmé aux communes, les 22 et 24 mai, qu'il serait question du Moyen-Orient avec MM. de Cuéllar et Gorbatchev. Le 22 mai, il a révélé que l'ambassadeur du Canada en Israël avait ce même jour exprimé aux autorités israéliennes la consternation et la vive inquiétude de notre pays face à la montée de la violence dans les territoires occupés.

Le 14 juin, après la formation du nouveau gouvernement israélien, M. Bill Blaikie, chargé au NPD des questions relatives aux Affaires extérieures, a demandé au ministre si le gouvernement pensait utiliser sa position au Conseil de sécurité de l'ONU pour insister sur la mise sur pied d'une force de maintien de la paix qu'Israël accepterait de laisser s'interposer dans les territoires occupés pour protéger les Palestiniens. M. Clark a répondu que le Canada serait préparé à user de son influence à cette fin, mais il a insisté sur le fait que toute action des Nations-Unies devrait, comme l'a dit le député, obtenir l'agrément d'Israël.

Le 28 juillet, après la mort d'une jeune Canadienne dans un attentat en Israël, M. Clark a fermement

condamné «cet acte de terrorisme brutal» qui, a-t-il déclaré, ne servait qu'à perpétuer le cycle affligeant de la violence qui caractérisait le conflit moyen-oriental. Cinq jours à peine plus tard, le 2 août, il a de nouveau dû aborder la question de la violence dans la même région, quand l'Irak a envahi le Koweït. Il a alors qualifié l'invasion irakienne de «totalement inacceptable» et promis que le Canada s'efforcerait avec d'autres membres du Conseil de sécurité de l'ONU de trouver une «riposte internationale efficace». (Voir «À l'ordre du jour du Conseil de sécurité» pour plus de détails concernant l'ONU et l'Irak).

### L'OTAN et la politique européenne

■ Le 17 mai, à la Chambre des communes, suite à une réunion la semaine précédente des ministres de la Défense de l'OTAN à Kananaskis (Alberta), M. Bill Blaikie (NPD) a accusé le ministre de la Défense, M. William McKnight, de ne pas s'être opposé à la modernisation de toutes les armes nucléaires. Le ministre a rejeté l'allégation du député et insisté sur le fait que les essais des missiles de croisière américains au Canada n'étaient pas des essais d'armes nucléaires mais de «systèmes de guidage».

Le 31 mai, abordant les questions plus générales de la politique européenne, M. Clark a précisé quels avaient été les cinq grands domaines discutés durant la récente visite de M. Gorbatchev. Il a décrit les piliers institutionnels de la politique européenne du Canada comme étant une réorientation plus politique de l'OTAN (à laquelle la contribution militaire du Canada «devait diminuer»), un rôle accru de la CSCE, et une intensification des relations avec la Communauté européenne.

### L'environnement

■ Ce printemps, il a souvent été question à la Chambre du réchauffement du globe. Pendant la période des questions, M. Jim Fulton, chargé des problèmes d'environnement au NPD, n'a cessé de presser le gouvernement d'adopter des mesures visant à réduire considérablement les émissions de gaz responsables de l'effet de serre. Le 10 mai, se joignant à l'attaque, M. Herb Gray, chef de l'opposition par intérim, a

cité un télex du Département d'État américain, obtenu par des fuites, qui laissait entendre que le Canada avait accepté de faire front avec les États-Unis pour «bloquer de nouveaux progrès dans la lutte contre le réchauffement du globe» au cours des discussions qui devaient avoir lieu plus tard dans la semaine, à Bergen (Norvège).

Le ministre de l'Environnement d'alors, M. Lucien Bouchard, a vigoureusement démenti la teneur de ce télex et déclaré qu'à Bergen, le Canada entendait obtenir la stabilisation des émissions de gaz carbonique aux quantités actuelles, d'ici l'an 2000. Le 23 mai, M. Charles Caccia (Parti libéral) a essayé sans succès d'obtenir du premier ministre qu'il confirme cette déclaration. Elle l'a cependant été le 28 mai, par le ministre de l'Environnement par intérim, M. Robert de Cotret, qui remplaçait M. Bouchard.

### Des changements dans la politique asiatique

■ Une interdiction canadienne d'aide à l'Indochine a été levée au mois de janvier. À la mi-mai, Ottawa avait déjà accepté de consacrer 8 millions de dollars sur cinq ans à des projets humanitaires au Cambodge, soit une somme égale à celle engagée par les organismes non gouvernementaux canadiens. Puis, à la fin mai, M. Clark a déclaré que le Canada ne soutiendrait plus la résolution présentée par les États-Unis aux Nations-Unies, qui donnait le siège du Cambodge à l'ONU à la coalition rebelle dont les Khmers rouges font partie, et non au gouvernement Hun Sen, soutenu par le Vietnam. Tous ces changements sont survenus avant que les États-Unis annoncent à la satisfaction générale, le 18 juillet, qu'ils allaient amorcer un dialogue avec le Vietnam et, peut-être, à cette occasion, revenir sur leur position quant à l'attribution du siège du Cambodge à l'ONU.

Ce dernier était au coeur des discussions à la conférence ministérielle de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), qui s'est ouverte le 27 juillet, à Jakarta (Indonésie) et à laquelle M. Clark a assisté au retour d'un voyage officiel au Japon. À Jakarta comme au Japon, il a proposé la création d'une organisation chargée de la sécurité dans le Pacifique nord. Ces membres seraient le Canada, les États-

Unis, l'Union soviétique, la Chine, le Japon et les deux Corée, et leur tâche, en ce lendemain de Guerre froide, consisterait à ramener la stabilité dans la région.

### En bref

■ Les 23 et 24 avril, huit comités permanents ont collaboré à un Forum sans précédent sur le changement du climat mondial, dirigé par le D<sup>r</sup> Harry Brightwell, président du comité permanent de l'agriculture.

■ Le 24 mai, s'exprimant devant le Comité des Affaires extérieures, M. Clark a fait état de la réunion du comité du Commonwealth des ministres des Affaires étrangères concernant l'Afrique du Sud, qui avait eu lieu à Ajuba (Nigeria), les 16 et 17 mai. Il a déclaré que le comité était unanimement optimiste quant aux changements en Afrique du Sud, tout en reconnaissant que ceux-ci étaient partiels et préliminaires et que les sanctions «devaient être maintenues jusqu'à preuve d'un changement irréversible».

■ Le 13 juin, le Comité permanent de l'Environnement a présenté un rapport intitulé *Les CFC : des émissions mortelles*, qui constitue la première partie d'une série de documents sur les transformations de notre atmosphère.

■ Le Comité des Affaires étrangères a, pour sa part, présenté deux rapports, le 18 juin, nommément *Le Rapport sur la visite du comité en Union soviétique et dans les deux Allemagnes*, préparé par l'ensemble du comité, et *L'avenir du monde et les intérêts du Canada dans le dossier de l'endettement du tiers-monde*, préparé par un sous-comité formé expressément pour réfléchir aux problèmes de la dette internationale et dirigé par M. Walter McLean.

■ Le même jour, le sous-comité sur les droits de la personne dans le monde du Comité permanent des droits de la personne et de la condition des personnes handicapées a remis son troisième rapport qui examinait la politique du Canada en matière des droits de la personne pour ce qui concerne les institutions financières internationales et le commerce international, y compris les exportations de matériel militaire. □

— GREGORY WIRICK